

Gouvernement des arbres ou gouvernement des hommes ? La forêt indonésienne, entre règles locales et écologie politique

La forêt en Indonésie constitue un élément essentiel du paysage, couvrant à l'origine plus de 80 % des terres de l'archipel (145 millions d'hectares sur un territoire de 1 800 000 km²). Elle est gérée à la fois à travers des règles locales qui définissent pour chaque segment des groupes sociaux l'accès et l'usage des ressources selon son statut dans la communauté et les systèmes de parenté, et par la constitution, à travers les lois forestières.

L'évolution du couvert forestier est fortement influencée par les pratiques nées des conflits entre ces deux systèmes de contrôle. En effet, la maîtrise de l'accès à ces espaces forestiers a, de tous temps, été essentielle dans la construction ou la consolidation du pouvoir et de la richesse, aussi bien au niveau villageois qu'au niveau des élites gouvernantes. Ainsi, toute l'histoire politique de l'Est de Bornéo s'est cristallisée autour du contrôle, par les chefferies côtières, de l'accès aux forêts de l'intérieur et de la commercialisation de leurs produits principaux: nids d'hirondelle, corne de rhinocéros et esclaves A Timor, des monopoles de récolte du bois de santal ont été mis en place, bien avant le XX^e siècle, par les potentats locaux.

La recherche de la maîtrise des accès a entraîné de nombreuses destructions : l'extension du pouvoir colonial sur des terres ou des ressources forestières considérées localement comme appartenant à la collectivité ont vu se généraliser les conflits entre règles locales et juridiction centrale, avec, en réponse à ces conflits, les premiers exemples de conversion massive. Faisant abstraction des droits coutumiers et des pratiques indigènes sur les forêts, elle met en place un modèle très centralisé de contrôle visant à transférer la gestion locale des forêts aux services forestiers ou aux concessionnaires privés (à Java pour l'exploitation du bois de teck, et dans les îles extérieures pour celle des produits non-ligneux importants pour l'industrie comme les résines et les latex). Ce système centralisé de contrôle sur le domaine forestier, considéré comme un domaine public, sera repris après l'Indépendance et plus tard avec la mise en place de l'Ordre Nouveau du président Suharto, par l'administration indonésienne. Avec lui, les problèmes de conflit entre populations locales et gouvernement central vont s'amplifier, ce qui va marquer profondément l'évolution du couvert forestier.

Cependant, ces conflits ont aussi entraîné des reconstructions — souvent agro/forestières — originales. Dans la plupart des cas, la mise en place par les paysans d'agroforêts bâties autour d'espèces commerciales comme le benjoin, le rotin, le caoutchouc, les résines damar répond à un besoin de redéfinition de droits ou d'autres types de rapports socio-politiques liés à la forêt.

Benjoin contre Eucalyptus, forêt paysanne contre plantation forestière

L'histoire du benjoin à Sumatra montre d'abord la succession de deux types de conversions. La première a lieu au début du siècle, sur les basses terres du pays Batak. Le benjoin est un arbre qui produit une résine utilisée dans la fabrication des encens, et localement mélangée au tabac. Le développement du marché vers Java entraîne les paysans à planter le benjoin, souvent en association avec d'autres arbres utiles. La deuxième vague de plantation intervient directement après l'indépendance, dans un contexte de relative stabilité du marché. Elle a lieu sur les hautes terres, où, au XIX^e siècle, les forêts avaient été «confisquées» par l'administration forestière coloniale aux autorités traditionnelles des clans pour des raisons de « conservation ».

Après l'indépendance, afin de revendiquer leurs terres et de sécuriser leur assise foncière, les paysans des hautes terres vont se mettre à planter en masse du benjoin dans les forêts réservées, car, ici comme dans de nombreux systèmes coutumiers, la plantation de pérennes confère au planteur et à sa descendance un droit d'usage, d'usufruit ou de propriété sur la terre qui porte les arbres. En envahissant les forêts d'altitude, c'est surtout leurs droits vis-à-vis de la nouvelle république que les villageois Batak viennent « planter ». Leur tentative d'appropriation n'a pas été validée par l'Etat, mais la stratégie s'est révélée payante sur le long terme, car elle a sauvé, en 1996, la forêt paysanne contre la plantation forestière industrielle, et les paysans locaux contre les concessionnaires proches du pouvoir de Jakarta.

Autour du damar : la forêt paysanne dans la construction des rapports sociaux

Dans le sud de Sumatra, la même histoire se décline autour du damar, lui aussi producteur de résine. L'agroforêt à damar va remplacer non pas une forêt réservée sous tutelle extérieure, mais une forêt communale occupée par les champs temporaires de riz pluvial et des jachères plus ou moins anciennes. La conversion traduit ici

des revendications sociopolitiques non plus entre le local et le national, mais, au niveau local, entre noblesse foncière et paysans sans terre. Le système coutumier ne reconnaissait la propriété foncière que comme le privilège des branches aînées des familles des premiers défricheurs, fondateurs des villages. La plantation du damar a forcé les notables à abandonner le droit d'aînesse en permettant de légitimer l'appropriation foncière par le travail investi dans la conversion forestière. Les forêts à damar permettent de redéfinir au sein des communautés villageoises les rapports de pouvoir et de richesse qui favorisaient auparavant les branches aînées : la propriété foncière, et le statut social qui lui est associé — droit de fonder un lignage, droit d'établir sa propre maison dans le village — devient accessible à tous les individus et à leur descendance.

Les revendications liées à la conversion ont ensuite évolué : la forêt à damar est devenue un atout majeur dans les relations entre paysans du damar et Etat. Ces forêts paysannes sont situées sur le domaine forestier public, et l'Etat a longtemps refusé de reconnaître les droits coutumiers. Sans cette validation foncière, tout l'édifice social local peut se dissoudre. Comme dans l'exemple du benjoin, les paysans se mobilisent pour faire reconnaître leurs droits, non pas par la conversion — déjà effectuée —, mais par la mise en avant des qualités environnementales de cette conversion — restauration d'une "forêt primaire", protection des sols, retour des espèces emblématiques de la conservation : le tigre et le rhinocéros. S'appropriant le discours « conservationniste » de rigueur, les paysans se présentent comme les champions de la conservation-développement. Avec l'appui des ONG nationales et internationales, ce discours leur a permis d'obtenir en 1998 une reconnaissance officielle de leurs droits fonciers, et l'arrêt des projets exogènes sur le domaine des forêts à damar.

Le caoutchouc des essarteurs : conquête du marché ou combat politique ?

Dans la troisième histoire, l'instrument du jeu politique entre paysans et gouvernants est toujours un arbre, mais il vient du Brésil : il s'agit de l'hévéa. Au tournant du XX^e siècle, le marché du caoutchouc est en pleine expansion. L'Indonésie exporte des latex sauvages, collectés par les essarteurs des basses terres de Sumatra et de Bornéo. L'entreprise est lucrative. Elle attire évidemment l'attention des Hollandais, qui décident d'en tirer une rente directe. Sous couvert de «protection de la ressource», l'administration coloniale décide d'interdire la collecte du caoutchouc aux populations locales et en réserve l'accès à des entreprises agréées. Les essarteurs ne vont pas attendre longtemps pour réagir. Dépossédés de la ressource sauvage, ils vont s'approprier l'hévéa qui a été introduit à Sumatra par les colons qui le cultivent en grande plantation. Ils vont traiter l'hévéa comme ils traitent tous les fruitiers qu'ils ont plantés sur leurs abattis, comme le rotin qu'ils sèment au milieu du riz pluvial : plantation dans la jachère, et on laisse faire la nature. Cette stratégie minimaliste va permettre aux essarteurs de devenir, en un temps record, les premiers producteurs de caoutchouc de l'Indonésie. Elle va aussi devenir un moteur essentiel dans la conversion des forêts de basse altitude. Entre les années 1920 et la deuxième moitié du XX^e siècle, les petits planteurs d'hévéa auront converti plus de 2 millions d'hectares sans réellement changer leur système technique. Cette conversion a remplacé la forêt par des agroforêts à la fois productions et riches en biodiversité. Ce système est maintenant reconnu comme intéressant pour un développement durable des zones forestières. Savoureuse revanche pour des essarteurs accusés de détruire les ressources forestières.

Toutes les histoires de forêts paysannes n'ont pas une fin heureuse. Dans le cas des forêts paysannes à rotin de l'est de Kalimantan, le gouvernement n'a pas voulu reconnaître l'acte de plantation — et par voie de conséquence, les droits des paysans. La quasi-totalité des surfaces plantées en rotin a été appropriée par de grandes compagnies pour la conversion en plantation de palmiers à huile. Dans le sud de Sumatra, les petits planteurs d'hévéa n'ont pas résisté à l'avancée des grands planteurs d'Acacia — le plus gros conglomérat forestier indonésien. C'est dans ces zones conflictuelles, où la plantation monospécifique a remplacé les anciens territoires forestiers des essarteurs, où les nouveaux gros planteurs ont supplanté les paysans, avec l'aval — et les prêts bonifiés — du gouvernement, que les incendies "de forêt" sont si importants.

Auteur : **Geneviève Michon**



Qu'est-ce qu'une forêt ?

Les habitants
de la forêt

Représentations,
usages, pratiques

Politiques et
dynamiques forestières

Coordination générale :
Catherine Fontaine

Conseillers scientifiques :
Geneviève Michon
Bernard Moizo

Conception graphique :
Pascal Steichen



Année internationale
des forêts 2011

Des forêts pour les hommes

Des forêts et des hommes



Nature menacée ou forêt des hommes ? : Pour une lecture humaniste des forêts

Après 2010 - Année Internationale de la Biodiversité, l'ONU a proclamé 2011 Année internationale des forêts.

Cette initiative montre combien les forêts sont devenues l'objet de l'attention du monde entier et pas seulement des pays qui les habitent. L'enjeu forestier est mondial : les forêts couvrent un tiers de la surface du globe et abritent près des deux tiers des espèces animales et végétales recensées ; leur rôle est essentiel dans la régulation du climat ou dans l'atténuation des impacts du changement climatique. Malgré les recommandations successives pour une meilleure gestion des forêts menacées (Rio 1992, Nagoya 2010), les forêts tropicales et boréales continuent à perdre du terrain alors que les forêts d'Europe progressent, mais parfois aux dépens de paysages agricoles centenaires.

Nature menacée ou forêt des hommes ? >>

Contact auteurs :

Geneviève Michon

Bernard Moizo

Liens utiles

Texte intégral en
PDF

